# F. B., « Neutrons et neutraux », *Tribune de Genève* (27 juin 1953)

|  |
| --- |
| [fr] Publié dans la *Tribune de Genève*, quotidien libéral, cet article signé F. B. à la veille du scrutin genevois s’emploie à démonter les arguments des opposants non communistes au projet du CERN. L’auteur ironise sur la position de ceux qui invoquent la neutralité helvétique tout en s’alignant, même à contrecœur, sur la ligne du Parti du Travail. Il rappelle le précédent de la Société des Nations et souligne l’absurdité d’une vision de la neutralité soumise au bon vouloir soviétique. À ses yeux, refuser l’Institut nucléaire sur ces bases reviendrait à céder à une conception dangereusement incohérente du statut suisse. |
| [de] Veröffentlicht in der *Tribune de Genève*, einer liberalen Tageszeitung, ist dieser Artikel von F. B. vom 27. Juni 1953 ein kritischer Kommentar zu den Argumenten der CERN-Gegner im Namen der Neutralität. Der Autor wirft den nichtkommunistischen Gegnern vor, sich unfreiwillig mit der Linie der Popisten zu verbünden, und hält ihre Argumentation für widersprüchlich. Er verweist auf historische Parallelen mit dem Völkerbund und warnt davor, das Neutralitätsprinzip zur Waffe autoritärer Regime zu machen. Ein Rückzug vom CERN-Projekt auf dieser Grundlage würde der Schweiz mehr schaden als nutzen. |
| [it] Pubblicato sulla *Tribune de Genève*, quotidiano liberale, questo articolo del 27 giugno 1953 firmato F. B. critica duramente gli oppositori non comunisti al progetto del CERN. L’autore denuncia la contraddizione di chi si rifugia dietro la neutralità svizzera pur allineandosi, di fatto, alla retorica del Partito del Lavoro. Ricorda il precedente della Società delle Nazioni e mette in guardia contro una concezione eccessivamente accondiscendente della neutralità elvetica, che rischierebbe di compromettere le più alte tradizioni della Confederazione. Il rifiuto del laboratorio sarebbe un errore anche per gli stessi oppositori. |
| [en] Published in the *Tribune de Genève*, a liberal daily, this 27 June 1953 article by F. B. critically examines the arguments of non-communist opponents to the CERN project. The author highlights the inconsistency of invoking Swiss neutrality while aligning with communist rhetoric, even reluctantly. Drawing on historical comparisons with the League of Nations, he warns against letting Geneva’s neutrality be dictated by Soviet hostility. In his view, rejecting the nuclear institute would be not only a blow to Geneva’s future, but also a moral error on the part of its critics. |

À la veille du scrutin qui va décider du sort de l’Institut nucléaire de Genève, il est peut-être intéressant d’examiner les arguments des adversaires de ce projet, qui ont eu d’amples facilités pour exposer leurs objections.

Il y a, en premier lieu, les communistes, mais ceux-là n’ont que les opinions qui leur sont dictées de l’extérieur et qui échappent, par conséquent, à toute discussion objective. Ils ne raisonnent pas, ils obéissent. Mais il y a les autres : ceux qui, avec une entière bonne foi, s’opposent à ce projet au nom de notre neutralité.

Ainsi tout récemment, le professeur Rappard, pour qui j’ai la plus grande estime même si je ne partage pas toujours ses opinions, a déclaré qu’on ne pourrait rien imaginer de plus incompatible avec notre neutralité que l’installation chez nous de cet Institut nucléaire. Pourquoi ? Parce que « les États de l’Est semblent refuser d’y participer et que ce projet n’intéresse en fait que les principales puissances de l’Europe occidentale ».

Mais je me souviens du temps (il y a une trentaine d’années) où le même professeur Rappard luttait de toutes ses forces pour inciter la Société des Nations, qui venait de naître, à s’installer dans nos murs. Et pourtant, de cette S.D.N. étaient exclues la Russie et l’Allemagne, non pas parce que ces puissances avaient refusé de s’y joindre, mais parce qu’on avait refusé de les y admettre.

Si, à l’époque, cette sorte d’ostracisme pouvait se concilier avec notre statut de neutralité, on peut se demander comment, aujourd’hui, le simple refus des nations de l’Est de participer à l’Institut projeté peut compromettre ladite neutralité. Et il me semble que les arguments qu’emploient ces protestataires sont dangereux en ce sens que ce raisonnement pourrait facilement se retourner contre d’autres de nos institutions, et certaines des plus précieuses.

S’il suffit d’un froncement de sourcil des maîtres du Kremlin pour priver de son caractère de neutralité toute organisation internationale, que nous restera-t-il de certaines de nos plus glorieuses traditions ? Le Comité international de la Croix-Rouge, par exemple, a été, à différentes reprises, honteusement attaqué, insulté et diffamé par la presse communiste, et les dirigeants soviétiques ne paraissent pas très bien disposés à l’égard de cette institution qui a fait connaître et respecter la croix de Genève dans le monde entier.

Devons-nous donc, à cause de cette hostilité communiste, considérer que le C.I.C.R. n’est plus une organisation neutre ? « Absurde », dira-t-on, et je n’en disconviens point ; mais tels sont les arguments dont on se sert dans l’autre affaire, celle du centre de recherches nucléaires.

Ce qui doit intriguer tout observateur impartial, c’est l’étrange attitude de ces opposants de bonne foi à l’égard de leurs éphémères alliés communistes. Ils nous disent tous que cette association ne leur plaît guère, mais certains ajoutent qu’il est bon de ne pas laisser aux popistes le monopole de cette vertueuse opposition. On peut comprendre leur embarras, mais on doit se demander aussi pourquoi, si tels sont leurs sentiments, ils n’ont pas pris les devants. Leur campagne, leurs polémiques, leurs écrits auraient eu bien plus de valeur s’ils avaient précédé les moscoutaires, plutôt que de les suivre ; et sûrement ils se seraient sentis plus à l’aise s’ils avaient pris la tête du cortège au lieu de se ranger docilement derrière M. Jean Vincent.

Et l’observateur impartial se demandera aussi pourquoi ces protestataires s’indignent de cette prétendue atteinte à notre neutralité, alors qu’ils n’ont jamais protesté, que je sache, contre la fabrication et l’exportation d’armes en Suisse. Ils craignent, sans bien spécifier leurs raisons et malgré toutes les garanties données, que cet institut ne renforce la puissance militaire des pays qui y participeront, mais ils ignorent Oerlikon et négligent de traduire Waffenfabrik en bon français. Et je ne suis pas sûr que le parti communiste interdise à ses adhérents de travailler dans des usines d’armement.

Du reste, avec ce raisonnement, on peut tout prouver, car tout peut servir à la guerre. Nous avons à Genève des usines qui fabriquent des outillages hydroélectriques, des machines-outils, ou des moteurs électriques, qui tous peuvent servir à produire des canons, des tanks, ou des avions de chasse, tout aussi bien que des automobiles ou des machines à coudre. Et toutes les usines suisses, jointes à nos forces hydroélectriques, représentent pour un éventuel envahisseur un appât beaucoup plus intéressant qu’un institut scientifique dont on pourrait aisément et rapidement faire sauter toutes les installations.

Telles sont les quelques observations que me suggèrent les objections présentées par les adversaires non communistes du projet qui nous est soumis. Je respecte, bien entendu, leurs opinions. Ils sont tous, comme dans le discours de Marc Antoine, des hommes honorables, et beaucoup d’entre eux sont mes amis personnels ; mais je crois qu’ils se trompent. Et, si j’espère que le scrutin de demain leur donnera tort, ce n’est pas seulement pour le bien de Genève, mais pour leur bien à eux. Je suis convaincu, en effet, que cela vaudra mieux pour eux aussi, car ils éviteront ainsi une très pesante responsabilité.